



## Comité Syndical Autolib' Vélib' Métropole Séance du 21 juin 2018

### **Vœu déposé par la Présidente et les élus du bureau relatif aux abonnés Autolib' dans le cadre de l'arrêt du service par le groupe Bolloré.**

Considérant que, lors du lancement d'Autolib' en 2011 ce service très novateur était une première mondiale ;

Considérant que le service Autolib' a atteint un objectif fondamental : prouver que les véhicules électriques en autopartage avaient toute leur place en zone urbaine, tout en démontrant la capacité des villes adhérentes au sein du Syndicat à innover ;

Considérant que dès les premières années d'ouverture du service, le nombre et la durée des trajets en Autolib' se sont révélés en-dessous des prévisions. Alors qu'en parallèle, le secteur de la mobilité a considérablement évolué, avec l'émergence des VTC ou des scooters en libre-service ;

Considérant qu'il est légitimement temps de questionner le modèle économique du service Autolib' et la qualité du service proposé aux usagers ;

Considérant que dans cette période de profondes mutations des mobilités urbaines, le service Autolib' a aussi ouvert la voie à une multitude d'offres nouvelles et de propositions qui émergent aujourd'hui chez les opérateurs et chez les constructeurs automobiles pour développer l'autopartage dans nos territoires ;

Considérant que les élus du Syndicat Autolib' Vélib' Métropole sont attachés à proposer un ou des services d'autopartage complémentaires à l'échelle du Grand Paris pour améliorer les possibilités de mobilités des franciliens tout en luttant contre la pollution.

Considérant que les élus du Syndicat Autolib' Vélib' Métropole souhaitent que leurs usagers et concitoyens aient accès à de nouvelles solutions de mobilité qui répondront mieux à leurs attentes, en étant plus souples, plus performantes, plus évolutives et mieux intégrées à l'offre actuelle.

Considérant que le Syndicat Autolib' Vélib' Métropole possède aujourd'hui le plus grand réseau au monde de recharge électrique sur voirie avec 6 000 bornes disponibles pour les véhicules individuels ou en autopartage.

Sur proposition des élus du bureau, le Comité Syndical émet le vœu que la loi d'orientation sur les mobilités (LOM) portée par la Ministre des Transports, débattue prochainement au Parlement, intègre un cadre législatif adapté aux nouveaux usages de la mobilité partagée et à la mise en place de réseaux de bornes de recharge électrique à l'échelle de territoires regroupant plusieurs collectivités.